



## REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



*Juillet*

### **La Voix du Nord : 01/07/11**

#### **Europe**

La Croatie a achevé hier ses négociations d'adhésion et devrait devenir le 28<sup>e</sup> membre de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

### **La Voix du Nord : 02/07/11**

#### **Michel Barnier : « Nous devons conserver nos capacités de production »**

Le commissaire européen Michel Barnier était hier à Lille pour rencontrer les chefs d'entreprise de la région. Il évoque le fait que *« de nouvelles règles vont être mises en place. Aucun marché financier, aucun acteur n'échappera à une supervision efficace grâce notamment à l'unité de supervision européenne qui balaira comme un radar les transactions financières. »*

Selon Michel Barnier, il faut que l'Europe se dote d'outils pour mieux gouverner, il s'agit d'outils qui permettront de surveiller les budgets et de coordonner les politiques économiques. Par ailleurs, les brevets restent un point faible pour l'Union européenne et coûtent dix fois plus cher qu'aux États-Unis.

Un graphique publié par les Britanniques fait apparaître les plus grandes puissances mondiales où figurent actuellement quatre pays européens dans les 27 premiers. En 2050, il n'y aurait plus qu'un ou deux pays européens avec en tête la Chine, l'Inde et les États-Unis.

## **La Voix du Nord : 03/07/11**

### **Feu vert de la zone euro au versement de nouveaux prêts à la Grèce**

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné leur feu vert au déblocage de 8,7 milliards d'euros pour la Grèce. Cependant, ils ont besoin de temps pour élaborer un second plan de sauvetage assurant le financement d'Athènes, à plus long terme. Les diplomates parlent d'une décision après les vacances d'été mais les Européens attendent surtout d'éclaircir la participation du secteur privé, les banques et autres créanciers, à un nouveau plan d'aide pour se prononcer.

### **La faillite guette toujours**

Le Parlement grec avait ouvert la voie à cette nouvelle tranche du plan d'aide, en votant de nouvelles mesures d'austérité mais cette aide ne sera pas suffisante pour empêcher la faillite de la Grèce.

## **La Voix du Nord : 05/07/11**

### **Menace sur les aides aux plus démunis**

L'Union européenne a annoncé une baisse drastique de l'allocation au Programme européen d'aide aux plus démunis. Faute d'accord entre les États de l'UE, l'aide alimentaire sera gravement menacée à partir de juin 2012.

L'Union européenne débloque 15,8 millions d'euros en 2012 pour la Fédération française des banques alimentaires (FFBA), le Secours populaire, les Restos du cœur et la Croix-Rouge au lieu des 78 millions d'euros touchés en 2011. Si les dirigeants de l'UE ne parviennent pas à un accord, ces quatre associations devraient diviser par deux la quantité de produits distribués.

Les bénéficiaires ont tous le même sentiment et se demande comment ils feront s'ils ne peuvent plus être aidés. Les associations savent malgré tout qu'elles peuvent compter sur la France. Ainsi, Nicolas Sarkozy a demandé à Bruxelles de « *revoir sa copie* ».

La Commission européenne s'est prononcée favorablement mais reconnaît son impossibilité à surmonter le blocage de six Etats membres : Allemagne, Royaume-Uni, Autriche, Suède, Pays-Bas et la République tchèque.

En effet, ce sont l'Allemagne et le Royaume-Uni qui ont décidé de stopper le programme de distribution de denrées alimentaires aux démunis (PEAD). Ce programme est né en 1987 sous l'impulsion de la France. Il s'agissait de débloquer des produits agricoles pour les États souhaitant les utiliser comme aide alimentaire.

### **Les députés européens recueillent des signatures**

Que ce soit le socialiste Gilles Pargneaux ou l'UMP Tokia Saïfi, les deux députés européens veulent peser de tout leur poids pour que l'aide aux plus démunis soit conservée. Par ailleurs, ce programme apporte plus de 80% de l'ensemble alimentaire de la Pologne qui est actuellement à la tête de la présidence de l'UE. La disparition du programme n'est donc pas envisageable.

### **La Voix du Nord : 09/07/11**

#### **La semaine vue par Jean-Hervé Lorenzi, économiste, professeur à l'Université Paris-Dauphine**

Les gouvernements sont légitimement élus et doivent agir en fonction des agences de notation mais lorsqu'elles décident du sort du monde cela pose un problème de fond selon Jean-Hervé Lorenzi.

L'Europe met « *environ 200 milliards pour la Grèce et autant pour le Portugal s'il le faut. Mais ce n'est pas aux agences de décider du timing.* » Par ailleurs, il faudrait que les banques centrales ainsi que la Banque centrale européenne puissent « *retrouver leur capacité à donner leurs propres notations.* »

## **La Voix du Nord : 13/07/11**

### **Euro : l'état d'urgence**

En pensant attendre le mois de septembre, les dirigeants européens ont autant contribué au réveil de la crise que l'agence de notation Moody's. Ainsi, en dégradant la note du Portugal, l'agence de notation a relancé la suspicion sur les autres maillons faibles de l'euro comme l'Espagne et l'Italie. La décision de cette agence n'aurait pas eu autant d'impact si les dirigeants européens s'étaient mis d'accord sur la manière de régler la question grecque.

En attendant, les ministres des Finances continuent de s'affronter sur la participation des banques privées à ce nouveau plan de sauvetage. Selon Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, « *un défaut partiel* » de la Grèce sur sa dette déclencherait une tempête.

Le commissaire européen Michel Barnier demande à ce que les agences de notation ne puissent plus évaluer un pays dès qu'il fait l'objet d'un plan d'aide internationale.

## **La Voix du Nord : 14/07/11**

### **Crise de la zone euro : « Les États sont pris en otage par les agences de notation »**

La crainte d'une contagion de la crise résulte des mécanismes du marché. Les acteurs financiers ne vont pas gérer les risques mais les transférer. Les détenteurs de titres d'État dont la note a été dégradée vont automatiquement chercher à s'en débarrasser. Les États ne peuvent alors plus lever de fonds pour financer leurs projets créateurs d'emplois.

Les États sont littéralement pris en otage par les agences de notation. C'est comme s'ils devaient payer une rançon pour retrouver une certaine légitimité. Il aurait fallu instaurer une politique budgétaire commune avant de proposer la monnaie unique. Le problème réside dans le fait que les États fonctionnent sur le long terme alors que les marchés sont rythmés par le court terme.

## Vers un sommet de crise ? Le temps presse

Les dirigeants européens peinent à surmonter leurs clivages sur la finalisation d'un deuxième programme de prêts promis à Athènes. Les partisans d'une méthode forte sont de plus en plus nombreux, quitte à ce que cela déclenche un défaut de paiement partiel de la Grèce.

### La Voix du Nord : 16/07/11

#### La semaine vue par Hélène Flautre députée européenne (Europe Écologie-Les Verts)

*« On commence à mesurer les limites de la réponse européenne à la crise de l'euro. »* Selon Hélène Flautre, l'euro et la zone euro pourrait ne pas perdurer, l'Allemagne pourrait décider d'en sortir, cela serait dangereux pour l'avenir de l'Union européenne. La dette a besoin d'être restructurée.

*Aider la Libye, pas la Syrie, « la question est de savoir comment la France ou l'Union européenne peuvent soutenir les peuples qui se battent pour les droits de l'homme et la démocratie. En Syrie, l'opposition ne demande pas l'intervention militaire. En Libye, le Conseil national de transition la demandait. »*

### L'Union : 18/07/11

#### Crise de la dette grecque Semaine de vérité pour l'Europe

Il s'agit de mettre en place un deuxième plan d'aide à la Grèce. La solution pourrait passer par un rachat de la dette du pays. L'heure est grave également pour l'Italie, *« il faut éviter une contagion de la Grèce à l'Espagne et à l'Italie, et au reste de la zone euro »*, a averti le ministre belge des Finances, Didier Reynders.

Une nouvelle zone de turbulences pourrait rapidement se former, si les dirigeants de la zone euro ne mettent pas rapidement sur pied un deuxième plan d'aide à la Grèce.

## **La Voix du Nord : 19/07/11**

### **Crise de la dette : des divergences persistent, le contre-la-montre est lancée**

Plusieurs rencontres d'experts sont prévues dans les jours à venir en amont du sommet, dont une réunion des hauts fonctionnaires de la zone euro demain soir qui s'annonce déterminante. Selon l'Allemagne, il faut que les banques créancières de la Grèce participent au second plan d'aide pour Athènes, malgré les fortes réticences de la BCE. Le bras de fer se poursuit entre Berlin et la BCE sur les modalités de la participation des créanciers privés de la Grèce.

## **La Voix du Nord : 19/07/11**

### **Les pêcheurs vent debout contre la réforme de la pêche européenne**

Les ministres de la pêche des vingt-sept États membres se réunissent aujourd'hui à Bruxelles pour discuter de la réforme controversée de la pêche européenne, portée par la commissaire grecque Maria Damanaki. Il s'agit selon elle de réduire le nombre de bateaux pour mieux gérer les stocks de poissons actuellement surexploités.

Bruxelles veut libéraliser le marché en affectant des quotas individualisés à chaque bateau. Pour la Commission, l'objectif est de responsabiliser chaque pêcheur soucieux de gérer au mieux ses quotas. Selon Pierre-Georges Dachicourt, président du Comité national des pêches, ce système représente un danger car il risque de faire tomber les plus petits entre les mains des plus gros.

Par ailleurs, on s'interroge sur une possible concentration des droits de pêche dans les mains des pêcheries industrielles. Celles-ci sont beaucoup plus responsables de la surexploitation que les chalutiers de pêche artisanale. La Commission propose également une exploitation des stocks de poissons dans des limites biologiques sûres, sans compromettre leur renouvellement.

## Des poissons noyés par la surpêche

N'en déplaise à Bruxelles, la politique européenne de la pêche a échoué. 82% des stocks de poissons en Méditerranée sont surexploités, contre 63% dans l'Atlantique. Il faut espérer que l'imposition aux pêcheurs d'un « *rendement maximal durable*. »

### L'Union : 21/07/11

## Sommet de Bruxelles sur la dette grecque aujourd'hui L'échec n'est pas permis

La Commission européenne exhorte les pays de la zone euro à agir pour éviter la crise, estimant qu'il en va de la stabilité de l'économie mondiale. Les dirigeants européens doivent trouver une solution convaincante à la crise grecque a averti hier le président de la Commission européenne.

Selon José Manuel Barroso, « *les éléments de la solution sont connus* », il s'agit notamment des garanties pour la viabilité des finances publiques grecques, une implication réaliste du secteur privé, une plus grande souplesse du fonds de sauvetage de la zone euro, le renforcement du système bancaire européen et davantage de liquidités pour alimenter l'économie de la région.

Le président de la Commission a également souligné qu'il était temps que les dirigeants disent « *ce qu'ils peuvent faire et veulent faire - pas ce qu'ils ne peuvent pas faire et ne feront pas* ».

Angela Merkel avait déclaré qu'il ne fallait pas attendre de résultat miracle du sommet européen alors que la France s'employait hier à assurer qu'un signe fort sera émis pour trouver une « *solution durable* » à la crise grecque. Le président français Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se rencontraient hier pour élaborer « *une position franco-allemande commune*. »



## **La Voix du Nord : 22/07/11**

### **Nouveau plan d'aide pour la Grèce avec participation des banques privées**

La zone euro a annoncé hier soir un second plan d'aide de près de 160 milliards d'euros pour la Grèce. Dans le détail, environ 109 milliards d'euros doivent venir de prêts de l'Europe et du Fonds monétaire international, le secteur privé créancier de la Grèce (banques, compagnies d'assurance et fonds d'investissement) contribuera à hauteur de 49,6 milliards d'euros. Le montant total s'élève donc à 158,6 milliards d'euros.

La participation des banques dans un plan d'aide de ce type est une première au sein de l'Union monétaire et pourrait déboucher sur un défaut de paiement de la Grèce, même de courte durée. Cette participation du secteur privé était une exigence de l'Allemagne pour convaincre son opinion publique de prêter de nouveaux fonds.

Après avoir hésité, le FMI a finalement décidé de participer au nouveau plan d'aide à la Grèce qui succédera au premier décidé au printemps 2010. L'objectif est de rassurer les marchés et éviter une contagion de la crise aux pays les plus fragiles de la zone euro. Un problème persiste toujours car les solutions trouvées pourraient conduire à un défaut de paiement de la Grèce.

## **La Voix du Nord : 22/07/11**

### **Euro : un accord sans défaut ?**

Lorsque l'on parle de défaut, qu'il soit « partiel » ou « sélectif » et qu'il s'agit d'un État de la zone euro débiteur et incapable de rembourser ses dettes à l'échéance prévue, le défaut peut avoir des conséquences psychologiques et économiques incalculables.

Le mot « défaut » est donc banni du vocabulaire de négociateurs mais c'est pourtant bien de cela dont les Dix-Sept ont discuté avec les représentants des banques hier soir. Si elles revendent leurs obligations grecques au nouveau fonds de stabilisation européen avec une décote ou si elles reportent les échéances de plusieurs années, le résultat risque d'être salé.



Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne n'avait pas imaginé devoir avaliser un tel scénario, à trois mois de la fin de son mandat. L'annonce d'un probable accord sur un allègement de la dette grecque avec participation du secteur privé a engendré une réaction plutôt positive sur les marchés.

## **La Voix du Nord : 23/07/11**

### **La semaine vue par Benoist Apparu, Secrétaire d'État chargé du Logement**

**« Une solidarité intra-européenne qui tiendra quoi qu'il arrive »**

*« L'essentiel est qu'on ait une solution globale, durable et crédible pour la Grèce. »* Benoist Apparu aborde également en ces termes, le fait qu'il y ait *« les premières pierres d'un système beaucoup plus efficace de gouvernement économique de l'Europe. »*

Cela permettra d'éviter ce genre de crise à l'avenir. La France et l'Allemagne ont fait un pas vers l'autre pour proposer un plan de grande envergure pour traiter la crise grecque. Il s'agissait également de signifier aux marchés *« qu'il existe une solidarité intra-européenne qui tiendra quoi qu'il arrive. »*

## **La Voix du Nord : 23/07/11**

### **Zone euro**

### **Le plan de sauvetage pour la Grèce rassure les marchés**

Les marchés financiers ont bien accueilli le nouveau plan d'aide européen à la Grèce. La Bourse de Paris a fini sur une hausse modérée, prenant 0,68%. L'agence de notation Fitch a annoncé son intention de placer la dette de la Grèce en défaut partiel mais cela était attendu. Sur l'insistance de l'Allemagne, il a été demandé aux créanciers privés d'Athènes de mettre la main au portefeuille en acceptant *de facto* de ne pas récupérer l'intégralité des prêts consentis au pays.

## **La Voix du Nord : 24/07/11**

### **Un cran de plus dans l'Union**

L'Union européenne qui est perçue comme lointaine et technocratique, ne se rapproche des citoyens que lorsque les marchés veulent imposer leur loi. L'Europe ne semble utile de nos jours que lorsqu'elle protège des effets de la mondialisation.

Or, à l'origine, l'Europe a été créée pour que les États qui la composent affrontent la concurrence planétaire. Cinquante-quatre ans et une monnaie commune plus tard, dix-sept chefs d'État européen viennent de décider d'un plan reconnaissant la nécessité de solidarité financière entre les peuples de l'Union.

Ainsi, les pays européens les plus riches vont ajouter une dette à leur dette pour permettre aux plus pauvres de conserver leur solvabilité. Avec un plan de cette ambition, on accède à un niveau supérieur d'interdépendance et on commence à comprendre que certains vendent parce que d'autres achètent.

De leur côté, les États-Unis procèdent déjà de cette façon, ils produisent et vendent sur un immense marché national, avant de rentabiliser et de lancer leurs produits à la conquête du monde. On ne souffre pas de trop d'Europe, mais de pas assez.



## REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



*Août*

**La Voix du Nord : 05/08/11**

### **La BCE intervient sans convaincre : les bourses mondiales s'effondrent**

Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet avait frappé fort en annonçant sa décision de procéder à de nouveaux achats sur le marché de la dette. Cependant, cette intervention n'a pas eu l'effet escompté auprès des investisseurs. Les grandes places européennes ont encore chuté et l'euro est passé sous le seuil de 1,42 dollar.

Plusieurs analystes pensaient que l'opération de rachat d'obligations par la BCE était une condition pour ramener le calme sur les marchés. Par ailleurs, les craintes de contagion persistent au sein de la zone euro, l'Italie et l'Espagne sont de nouveau sous la pression des marchés et leurs gouvernements se sont mobilisés pour endiguer la panique. Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi a annoncé l'adoption d'un « *pacte* » pour relancer la croissance et rassurer les marchés.

## La Voix du Nord : 10/08/11

### « L'Europe ne se donne pas les outils pour sortir de la crise »

Malgré les interventions de la Banque centrale européenne et de la Banque fédérale américaine, les marchés boursiers restent fébriles. Selon David Bourghelle, enseignant à l'IAE de Lille, « *la probabilité d'une rechute de l'économie américaine est importante.* » La croissance de la France pour 2011 ne devrait pas dépasser 1,5% et 2012 pourrait bien être plus difficile.

En intervenant sur la dette espagnole et italienne, la Banque centrale européenne réussit à contenir l'augmentation des taux d'intérêt. « *Elle attend le vote des parlements nationaux entérinant la décision d'autoriser le Fonds de soutien européen (FESF) à en faire de même.* » Selon David Bourghelle, cela ne fonctionnera pas car le Fonds européen de stabilité financière est sous-dimensionné (440 milliards d'euros activables).

Il faut effacer une partie des dettes des États européens et « *revenir sur l'article du traité de Lisbonne interdisant à la BCE d'acheter des obligations d'État. La BCE doit financer les États, quitte à fixer un taux de progression de la masse monétaire.* » David Bourghelle ajoute que « *l'Europe refuse, pour des raisons idéologiques et politiques, de se doter des outils qui pourraient l'aider à sortir de la crise.* »

## La Voix du Nord : 17/08/11

### Paris et Berlin proposent un véritable « gouvernement de la zone euro »

La France et l'Allemagne vont proposer à leurs partenaires européens de créer un « *véritable gouvernement de la zone euro* » et d'instaurer une taxe sur les transactions financières. Les deux dirigeants ont proposé l'actuel président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy pour diriger ce nouveau gouvernement économique, qui sera nommé pour deux ans et demi et se réunira deux fois par an.

Les deux dirigeants vont par ailleurs proposer que les dix-sept pays membres de la zone euro adoptent avant l'été 2012 la « règle d'or » sur l'équilibre budgétaire. Le président français a également annoncé hier un « *impôt sur les sociétés commun* » à la France et à l'Allemagne.

Ainsi, la France et l'Allemagne entendent « *donner l'exemple* » a souligné la chancelière allemande Angela Merkel. Cependant, les deux chefs d'État se sont déclarés opposés à la création d'euro-obligations qui remplaceraient les bons du Trésor émis par chaque État. Cette mesure est préconisée par plusieurs autres pays et par la Commission européenne.

Angela Merkel « *ne croit pas que les euro-obligations nous aideraient aujourd'hui* », Nicolas Sarkozy précise qu'elles mettraient en danger les pays les mieux notés. Les deux dirigeants ont également écarté toute idée d'augmentation du Fonds européen de stabilité financière (FESF) qu'ils estiment déjà suffisant.

## **La Voix du Nord : 17/08/11**

### **« L'Europe doit aller plus loin dans l'intégration fiscale et budgétaire »**

Selon Étienne Farvaque, maître de conférences à Lille 1, « *il y a un nombre d'armes important que les banques centrales peuvent utiliser.* » En ce qui concerne la Banque centrale européenne, la situation est difficile car elle mène une politique monétaire et budgétaire mais elle n'a pas le droit de le faire tant que le Fonds européen de stabilité financière n'est pas mis en œuvre.

Étienne Farvaque ajoute que l'issue est entre les mains des politiques. En effet, « *la crise de l'euro n'aurait pas eu cette ampleur si les hommes et les femmes politiques avaient été à la hauteur de la crise.* » En ce qui concerne la zone euro, il existe « *des armes de politiques économiques qui n'ont pas encore été utilisées.* » Pour rembourser la dette, il existe surtout deux moyens qui sont « *la croissance ou l'inflation.* »

## **La Voix du Nord : 23/08/11**

### **Plan climat : un schéma régional en 2012 et bientôt un observatoire**

Depuis 2008, la Région, les Départements du Nord et du Pas-de-Calais, l'ADEME et la DREAL coopèrent en faveur du Plan climat régional. Un schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, élaboré par ces institutions devrait voir le jour début 2012. Un « observatoire climat » viendra en appui du schéma régional et permettra de recueillir les informations en matière de lutte contre le réchauffement climatique et deviendra aussi un outil de veille, où seront compilées les bonnes pratiques repérées en Europe.

## **La Voix du Nord : 31/08/11**

### **Les églises fortifiées vedettes des Journées européennes du patrimoine**

Les églises fortifiées de Thiérache ont bien l'intention d'attirer l'attention lors des Journées européennes du patrimoine. À Englancourt, le bâtiment religieux du XVI<sup>e</sup> siècle montrera toute sa spécificité. D'autres églises fortifiées typiques de Thiérache se prêteront également au jeu de la visite à Gronard, Jeantes, Parfondeval, Chaourse, Vigneux-Hocquet ou encore Moncornet.

#### **Siège social**

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : [eurothierache1@aliceadsl.fr](mailto:eurothierache1@aliceadsl.fr)

Facebook : <http://www.facebook.com/Europe.Direct.Gde.Thierache>

Web : [www.eurothierache.eu](http://www.eurothierache.eu)